

<p>Nombre de Conseillers</p> <p>en exercice : 11 présents : 9 procurations : 0 votants : 9</p>	<p>L'an deux mille six, le dix huit Septembre le Conseil Municipal de la Commune de MONTRIOND (Haute-Savoie), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Roger LANVERS, Maire.</p>
<p>OBJET :</p>	<p>Date de convocation du Conseil Municipal : 11 Septembre 2006</p>
<p>Approbation de la révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme</p>	<p>Présents : Roger LANVERS - André GARNIER - Jean-Pierre BOURGEOIS - Pierre VALLON - Brigitte SAULNIER - Mireille CARIGI - Joëlle BAUD - Jean-Luc BUET - Jean-Luc SAGOT</p>
<p><i>La présente délibération annule et remplace celle du 2 Mai 2006 ayant le même objet</i></p>	<p>Absents ou excusés : Marie-Laure PAGE - Jean-François PLAGNAT</p> <p>Procurations : néant</p> <p>A été élu(e) secrétaire : Mireille CARIGI</p>

PREFECTURE HAUTE-SAVOIE

21 SEP. 2006

Le conseil municipal,

BUREAU DE L'URBANISME

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123.1 à L 123.20 et R.123.1 à R. 123.25 ;

VU la délibération du conseil municipal du 10 Juillet 2002 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 Février 1989 et définissant les modalités de concertation au titre de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme;

VU le procès-verbal du conseil municipal du 01 Février 2005 relatif aux orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable mentionné aux articles L 123-1 et L123-9 du Code de l'Urbanisme;

VU les délibérations du conseil municipal du 02 Août 2005 arrêtant le projet de révision du plan local d'urbanisme et tirant le bilan de la concertation;

VU l'arrêté municipal n° 05/77 en date du 25 Octobre 2005, modifié par arrêté n° 05/78 du 03 Novembre 2005, mettant à l'enquête publique le projet de révision du P.L.U.;

VU l'avis de la chambre d'agriculture du 02 Novembre 2005;

VU l'avis de Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (S.I.A.C) du 20 Avril 2006;

Vu l'avis favorable motivé du Commissaire-Enquêteur,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique nécessitent quelques modifications mineures du projet de révision du P.L.U. ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 Mai 2006 approuvant le projet de révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme;

VU les observations émises au titre du contrôle de légalité par Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie dans son courrier du 3 Juillet 2006, ayant pour effet de suspendre le caractère exécutoire de la révision n° 2 du P.L.U. conformément aux dispositions de l'article L.123-12 du Code de l'Urbanisme;

VU la prise en compte de ces observations;

VU le courrier de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie en date du 1^{er} Septembre 2006 par lequel il retire sa décision du 3 Juillet 2006 suspendant l'exécution du Plan Local d'Urbanisme de la Commune;

Considérant que le projet de révision du P.L.U. tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L 123.10 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents :

- ✓ décide d'annuler purement et simplement la délibération en date du 2 Mai 2006 approuvant le projet de révision n° 2 du Plan Local d'Urbanisme;
- ✓ décide d'approuver le projet de révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente prenant en compte les remarques de forme émises par Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

Conformément aux articles R 123.24 et R. 123.25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et sur les tableaux d'affichage des hameaux de la commune durant un mois, d'une mention dans un journal local diffusé dans le département ainsi que d'une publication.

Chacune des formalités de publicité doit, conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, mentionner le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Le dossier de révision approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Montriond (aux jours et heures habituels d'ouverture au public) et à la Préfecture, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme.

La présente délibération produit ses effets juridiques (en l'absence de S.C.O.T. approuvé) un mois suivant sa transmission au préfet, conformément à l'article L.123-12 du Code de l'Urbanisme, et dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au 1^{er} alinéa de l'article R123-25 du code de l'Urbanisme; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Certifié exécutoire.

Transmis en Préfecture

le 21/09/06

Publié ou notifié

le 22/09/06

Le Maire,

Ainsi fait et délibéré à Montriond les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Roger LANVERS.-



PREFECTURE HAUTE-SAVOIE
21 SEP. 2006
BUREAU DE L'URBANISME